

Bartosz Rydliński

Souveraineté Européenne

Commentaire sur les résultats
du sondage mené en Pologne

EUROPA

**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**

LA SOUVERAINÉTÉ EUROPÉENNE COMME MULTIPLICATEUR DE SOUVERAINÉTÉ NATIONALE

Dans le langage politique polonais, les termes « indépendance » et « souveraineté » sont très largement utilisés et suscitent des sentiments extrêmement positifs. Cela s'explique par la mémoire impérissable des Polonais vis-à-vis de leur histoire collective tragique. J'évoque ici l'expérience d'un pays qui fut une puissance géopolitique européenne entre le XVI^{ème} et le XVIII^{ème} siècle, puis qui fut rayé de la carte de l'Europe à la fin du XVI^{ème} siècle. 123 années sans statut d'État, la colonisation par la Russie, l'Allemagne et l'Autriche, ainsi que la répression violente des soulèvements indépendantistes ont façonné le langage politique, la culture et la compréhension collective actuels du patriotisme en Pologne. De plus, les événements de la Seconde Guerre mondiale sont, encore aujourd'hui, sources d'un traumatisme national généralisé, de tous bords politiques. L'attaque de l'Allemagne nazie le 1er septembre 1939 et de l'Union soviétique 16 jours plus tard ont anéanti le nouvel État, qui nourrissait les espoirs de plusieurs générations. Les atrocités commises à l'encontre de la population civile par deux régimes totalitaires, dont la dimension la plus extrême et la plus inhumaine fut l'Holocauste, sont ancrées dans l'histoire, les souvenirs, les craintes et les angoisses des familles polonaises. Par ailleurs, la présence de la Pologne dans la sphère d'influence soviétique pendant près d'un demi-siècle constitue un argument fort, en particulier pour les partisans de droite, en faveur du droit à l'autodétermination et de l'adoption d'une politique indépendante, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale.

La vision de la souveraineté nationale a radicalement changé avec l'adhésion de la Pologne à l'OTAN en 1999, puis à l'Union européenne cinq ans plus tard. En s'alliant à l'Occident politique, économique et militaire, la Pologne a renforcé sa sécurité, la pérennité de ses structures publiques et la visibilité des réformes indispensables qui ont fortifié le pays au cours des 32 dernières années. À cet égard, la réussite géopolitique de la Pologne est souvent comparée à la situation de sa voisine, l'Ukraine, qui a effectivement pris son indépendance après la chute de l'Union soviétique, mais qui n'a pas réussi à tirer parti des opportunités offertes par l'europanisation, ni à former des alliances durables lui garantissant indépendance et souveraineté. L'agression russe contre l'Ukraine en 2014 et l'annexion de la Crimée en sont de parfaits exemples. Ainsi, en Pologne, la notion de « souveraineté européenne » est considérée comme un « multiplicateur » de la souveraineté nationale, qui permet de se prémunir contre les menaces d'attaque extérieure et constitue une source de financement des politiques et réformes visant à rattraper l'Occident. C'est plus précisément l'Allemagne qui fait office de référence pour des millions de Polonais en raison de sa proximité géographique et culturelle.

L'UNION DES CRISES

La pandémie de COVID-19 figure parmi les multiples crises auxquelles l'Union européenne doit faire face depuis quelques années. Lors de chacune de ces crises (économique, de la dette, migratoire et liée à la pandémie), la Pologne a adopté une politique la plus souveraine possible vis-à-vis de Bruxelles, en re-

courant généralement à des instruments indépendants. En 2015, la Pologne et les autres pays du groupe de Visegrád (République tchèque, Slovaquie et Hongrie) ont refusé d'appliquer le principe européen de réinstallation des réfugiés et des migrants économiques, invoquant des raisons de sécurité et des craintes liées à une mauvaise adaptation de la population musulmane dans les pays européens. De même, en 2020, au vu de la propagation de la COVID-19 en Europe de l'Ouest et du Sud, la Pologne a rapidement fermé ses frontières et imposé un confinement strict afin d'éviter une contamination massive lors de la première vague de la pandémie. À cet égard, le parti de droite au pouvoir Droit et Justice (Prawo i Sprawiedliwość, PiS) s'est emparé du discours selon lequel la Pologne, contrairement à une grande partie de l'Union européenne, avait réagi plus rapidement et plus efficacement, et que les programmes polonais d'aide aux entreprises pouvaient servir d'exemple à suivre par les pays de « l'ancienne Union européenne ».

La question de la « souveraineté européenne » est revenue en force dans les débats autour de l'achat de vaccins contre la COVID-19 par l'intermédiaire de l'Union européenne. Au départ, le gouvernement et l'opposition polonais s'accordaient à dire qu'en matière de négociation avec de grands groupes pharmaceutiques, « l'union fait la force ». Toutefois, avec l'arrêt de la livraison des vaccins commandés et l'annonce que certains États membres prévoyaient de négocier de nouvelles conditions d'achat directement avec ces sociétés, la confiance dans le pouvoir d'influence de Bruxelles a été fortement sapée, non seulement par le Premier ministre Mateusz Morawiecki et son gouvernement, mais également par de nombreux journalistes représentant un large spectre idéologique. L'absence de réaction rapide et ferme de la part de la Commission européenne et le manque de coordination empêchant l'exportation de vaccins fabriqués dans l'Union au-delà des frontières ont été ouvertement critiqués par l'opinion publique polonaise. Ce fut une manifestation claire de la faiblesse de l'Union européenne dans un bras de fer avec des acteurs privés sur la scène internationale.

PRO-EUROPÉENS ET PATRIOTES

En Pologne, le lien entre « souveraineté nationale » (83 %) et « souveraineté européenne » (75 %) est évident. De même, le soutien de l'appartenance de la Pologne à l'UE (89 % des personnes interrogées [CBOS, 2020]) est plutôt cohérent avec le patriotisme affiché par la société polonaise (71 % des personnes interrogées sont fières d'appartenir à la nation polonaise [CBOS, 2018]). Ce « dualisme », pourrait-on dire, d'identité sociale peut notamment être interprété via le facteur de modernisation. En principe, l'ensemble des partis politiques qui composent le parlement polonais ne remettent pas en question l'impact positif de l'appartenance de la Pologne aux institutions européennes. Cela s'explique en partie par l'afflux massif de fonds européens, qui ont profondément transformé la Pologne. On le constate en particulier au niveau des infrastructures nationales, de l'accroissement de la richesse et des opportunités d'emplois mieux rémunérés dans toute l'Union européenne. Le slogan « Une Pologne forte dans une Europe forte », utilisé par les sociaux-démocrates polonais en charge du référendum sur l'adhésion de 2003, semble être devenu la

devise d'une grande majorité de Polonais, qui considèrent que la révolution économique et l'amélioration considérable de la qualité de vie n'auraient pas été possibles sans l'UE.

FÉDÉRALISATION ? NON MERCI.

La question de la participation de la Pologne au processus avancé de fédéralisation de l'Union européenne reste toutefois épineuse. À cet égard, l'aspect fondamental réside dans son point de vue vis-à-vis de l'euro. Deux tiers des Polonais sont attachés à leur monnaie nationale, ce qui peut aussi être interprété comme une réticence à exposer l'économie nationale à un risque de ralentissement, comme ce fut le cas chez ses voisins. Je pense ici à la Slovaquie et à la Lituanie qui, après avoir adhéré à la zone euro pendant la crise, ont connu non seulement un repli de la croissance du PIB, mais également une nette hausse des prix des produits essentiels. Autre facteur pouvant expliquer la volonté de renforcer la souveraineté nationale en Pologne, le conflit politique et juridique actuel entre Varsovie et Bruxelles, qui n'a pas cessé depuis l'arrivée du PiS au pouvoir. L'État de droit ainsi que les droits des femmes et des personnes LGBT sont des sujets présentés par le parti Droit et Justice et les médias comme une forme de pression illégale et hors-Traité exercée par l'Union européenne sur le gouvernement polonais. Cette interprétation est particulièrement attractive pour les électeurs de droite, qui représentent toujours la majorité en Pologne, bien que les électeurs d'autres bords politiques affichent également une certaine réserve quant aux manœuvres de Bruxelles.

Au cours des années 2015–2017, la question de l'« imposition » de quotas européens en matière de réinstallation des réfugiés fut un autre argument anti-fédéraliste lié aux attentats terroristes perpétrés par des groupes alliés de Daesh l'EIL. Avec le temps, cette question est passée au second plan dans les discours politiques, notamment en raison de la pandémie et des restrictions de déplacement en vigueur en Europe. Dans ce contexte, il convient de noter qu'à l'heure actuelle, 77 % des Polonais interrogés estiment que leur pays devrait faire preuve de solidarité envers les personnes fuyant leur pays d'origine à cause de la guerre ou des persécutions (Kantar, 2021). L'on peut toutefois supposer qu'il ne s'agit pas là d'aider les réfugiés du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Cette solidarité concernerait davantage les Ukrainiens et les Biélorusses qui, en particulier ces derniers temps, subissent une forte répression par le régime d'Alexandre Lukashenko.

LA POLOGNE A BESOIN DE L'UNION (À L'EST)

L'un des domaines dans lesquels la Pologne est cependant favorable à une action mieux coordonnée et plus incisive de la part de l'Union européenne ainsi qu'au renforcement de la « solidarité européenne » est sans conteste la politique orientale. Suite à la division de facto du Partenariat oriental et à la baisse d'activité manifeste du Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité dans la région orientale voisine de l'UE, la Pologne s'appuie désormais exclusivement sur les pays baltes pour tenter de multiplier les initiatives européennes dans cette région. La récente crise en

Biélorussie ainsi que le conflit politique et militaire entre la Russie et l'Ukraine constituent de réels enjeux géopolitiques pour la Pologne. Deux de ses pays voisins sont au cœur d'un conflit militaire, tandis qu'un troisième s'adonne au harcèlement contre des représentants de la minorité polonaise. L'arrestation de la présidente de l'Union des Polonais en Biélorussie Angelika Borys et du journaliste polo-biélorusse Andrzej Poczobut est non seulement une humiliation internationale pour la Pologne, mais également la manifestation de la violence perpétrée par le régime d'Alexandre Lukashenko envers les Polonais vivant en Biélorussie. Seule, sans l'aide de Bruxelles, Varsovie ne parvient pas à exercer une pression suffisante sur Minsk. La quasi absence de réaction de l'Union vis-à-vis de violations avérées des droits de l'homme par les autorités biélorusses laissent penser que l'UE n'est une puissance que sur le papier. La nécessité pour l'Union d'accroître son influence géopolitique est donc liée à la volonté de la Pologne d'instaurer sa propre politique étrangère nationale. Cela concerne également l'attitude vis-à-vis de la Fédération de Russie, dont les autorités ont montré à plusieurs reprises qu'elles ne respectaient pas l'Occident, et en particulier l'Union européenne. L'empoisonnement d'Alexeï Navalny et son arrestation immédiate à son retour en Russie sont considérés en Pologne comme une marque d'arrogance envers l'Europe. Par ailleurs, la mise en œuvre du projet Nord Stream 2, qui constitue une réelle menace pour les ressources énergétiques de la Pologne, des pays baltes et, surtout, de l'Ukraine, est perçue par les Polonais comme un exemple de cynisme combiné à de la naïveté, à la fois de la part de l'Allemagne et des autres pays et sociétés de l'« ancienne Union européenne » participant au projet.

JAROSŁAW KACZYŃSKI PEUT SE RÉJOUIR

Après avoir pris connaissance de l'étude analysée dans les présentes, le président du parti Droit et Justice et chef de facto de l'État polonais devrait se réjouir de la mise en œuvre de ses réformes antilibérales. En dépit de la violation et du contournement de la Constitution polonaise, du renforcement progressif du pouvoir exécutif aux dépens des pouvoirs judiciaire et législatif, et de la prise de contrôle de plusieurs institutions, les Polonais considèrent toujours l'Union non tant comme une communauté de valeurs, mais plutôt comme garante de la sécurité économique et géopolitique. Les résultats d'une enquête indiquant que 75 % des Polonais interrogés sont favorables à la « souveraineté européenne » pourraient être utilisés par la droite polonaise pour mener sa politique de manière pragmatique dans le cadre de ses relations avec l'UE. Le raffermissement de la politique orientale européenne, une coopération militaire accrue (au sein de l'UE et de l'OTAN) ainsi qu'une coopération économique approfondie au sortir de la crise liée au coronavirus seraient susceptibles de répondre aux attentes de la population. L'Union européenne pourrait également se servir de ces propositions comme « monnaie d'échange » dans ses relations avec la Pologne. L'on ne saurait dire si le PiS perdra sa position hégémonique sur la scène politique polonaise dans les années à venir. Un peu plus de deux ans nous séparent de la date officielle des élections parlementaires, un délai pendant lequel Bruxelles devra coopérer avec le parti Droit et Justice et qui devra être exploité de la manière la plus pragmatique qui soit afin de renforcer la « souveraineté européenne ».

CONCLUSION ADRESSÉE AUX FORCES PROGRESSISTES PRO-EUROPÉENNES EN POLOGNE

Les récents scrutins au parlement polonais ont démontré que les forces d'opposition étaient extrêmement divisées. Le parti Plateforme civique, qui appartient à la plus grande famille politique de l'UE, à savoir le Parti populaire européen, s'est abstenu lorsque la Diète a ratifié le Fonds de reconstruction. Dans le cadre de sa politique « anti-PiS », il était prêt à compromettre ce programme indispensable pour l'ensemble de l'Union européenne. Il est donc difficile de considérer cette organisation comme un partenaire pro-européen fiable à l'avenir. Dans ce contexte, la gauche polonaise a agi de manière bien plus responsable en suivant le vote de Droit et Justice sur cette question importante pour l'Europe. La Social démocratie a réussi à obtenir l'affectation de 30 % des ressources de ce fonds aux autorités locales et la création d'un comité de surveillance des dépenses issues des fonds européens, dont une grande partie est destinée à soutenir les hôpitaux locaux (à l'échelle des *powiat*) et la construction de logements sociaux. Les forces progressistes polonaises doivent toutefois adopter une approche critique des résultats de l'étude analysés dans les présentes. La population semble considérer l'UE comme un parrain généreux qui, pour des raisons historiques, doit financer des projets visant à occidentaliser l'économie polonaise. Malheureusement, la sphère politique n'a toujours pas saisi le sens profond de la solidarité européenne et le principe de fonctionnement au sein d'une seule et même organisation. L'Union européenne est en réalité une communauté de valeurs qui unit des États-nations dans l'exercice de politiques complexes à l'échelle mondiale. Un jour viendra où la Pologne pourrait devenir un contributeur net de l'aide à d'autres pays. À ce moment-là, en l'absence d'une éducation politique adéquate et rapide, l'enthousiasme pro-européen polonais pourrait s'avérer n'être fondé que sur des considérations économiques.

Les forces progressistes et pro-européennes polonaises doivent oser se pencher sur la question des conditions nécessaires à la fédéralisation de l'Union. La structure actuelle de la zone euro, à savoir une union monétaire sans base fiscale, représente une réelle menace pour la Pologne, de même que l'adhésion à la monnaie commune, associée à la nature semi-périphérique de l'économie polonaise et à sa forte dépendance vis-à-vis des fonds européens. Le débat autour de la « souveraineté européenne » selon une approche progressiste pourrait nécessiter plus d'équilibre entre l'est et l'ouest de l'Europe. Les initiatives visant à harmoniser les conditions de vie, la rémunération, la sécurité sociale, la qualité des services publics et un meilleur dialogue social (y compris avec les sociétés occidentales exerçant des activités en Pologne) pourraient apporter une touche résolument occidentale aux réformes. Bien que la Pologne ait politiquement et juridiquement adhéré à l'Union européenne en 2004, sans la construction d'une vraie société européenne démocratique dans laquelle les salariés pourraient dormir à poings fermés en ayant le sentiment de bénéficier d'une sécurité sociale, il sera impossible de faire entrer l'Union dans la réalité de la société polonaise.

A PROPOS DE L'AUTEUR

Dr. Bartosz Rydliński, Université Cardinal-Stefan-Wyszyński de Varsovie

IMPRESSION

© Friedrich-Ebert-Stiftung, 2021
Département pour la politique mondiale et européenne
Hiroshimastraße 28, 10785 Berlin, Allemagne

Responsable de cette publication dans la FES :
Dr. Ralf Hexel | Intégration européenne / Europe souveraine

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung ou des institutions auxquelles ils sont affiliés. L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES. Cette publication est imprimée sur du papier issu de l'exploitation forestière durable.

ISBN 978-3-96250-998-9